



**PRÉFÈTE
DE LA MAYENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Laval, le 17 octobre 2025

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Exploitant	Société Laitière de Mayenne
N° GUN-ENV	0063.01010
Adresse site	ZI du Terras – Rue de la Tricottière 53100 MAYENNE
Activité	Transformation de matières premières issues du lait
Régime	Autorisation - Rubrique principale 3642-3 et BREF principal FDM

Par bordereau du 20 octobre 2022, vous avez transmis à mon service, pour avis et suite à donner, les compléments au dossier de réexamen et au rapport de base de la Société Laitière de Mayenne implantée à Mayenne.

Par arrêté préfectoral modifié n°2001-P-1935 du 16 novembre 2001, la Société Laitière de Mayenne est autorisée à exploiter des installations de transformation du lait comprenant notamment une installation classée sous la rubrique n°3642 - Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux.

Ces installations, ainsi que les installations connexes, sont soumises aux dispositions de la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V du Code de l'Environnement relatives à la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED » (Industrial Emissions



Mel : uidam.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr
Rue du Cul d'Anon - Parc d'activités Angers / Saint Barthélemy - CS80145 49183 Saint Barthélemy d'Anjou Cedex

Directive). En particulier, les articles R. 515-70 et suivants du code de l'environnement précisent les modalités de réexamen et l'article R. 515-72 précise le contenu du dossier de réexamen.

L'objet du dossier de réexamen est de définir les mesures techniques et réglementaires qui permettront à l'établissement d'être conforme aux exigences de la directive IED à échéance du délai de réexamen, soit 4 ans après la parution au Journal Officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à la rubrique principale.

Il a été acté par le Préfet par courrier du 05 juin 2013, suite à proposition motivée de l'exploitant en date du 15 mars 2013 que la rubrique principale de l'établissement est la rubrique 3642-3 et que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont celles définies par le BREF Industries agro-alimentaires et laitières.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (BREF Industries agro-alimentaires et laitières) étant parues au Journal Officiel de l'Union Européenne le 04 décembre 2019, l'établissement devait remettre son dossier de réexamen avant le 04 décembre 2020 et ce, en application de l'article R. 515-71 du code de l'environnement. L'autorisation d'exploiter et les conditions d'exploitation de l'établissement devront en conséquence être conformes aux exigences de la directive IED avant le 04 décembre 2023.

Ce dossier de réexamen a été remis à la préfecture par courrier du 30 novembre 2020. Après examen, une demande de complément a été formulée par courrier du 1^{er} mars 2022. Le dossier de réexamen complété a été déposé le 20 octobre 2022. Le présent rapport expose l'examen de ce dossier par l'inspection des installations classées et propose les suites à lui donner.

I - PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

I.1 - ACTIVITÉS INDUSTRIELLES DU SITE

La Société Laitière de Mayenne est spécialisée dans la transformation de matières premières issues du lait (lactosérum doux, lait écrémé, sérum acide, perméat, ...). Les quantités de matières premières principales utilisées par la Société Laitière de Mayenne lors de ces 3 dernières années (2017, 2018, 2019) sont les suivantes :

Matières premières	Densité en kg/L	Quantité (en t)			
		2017	2018	2019	Moyenne
Lactosérum doux	1,110	977 007	1 027 882	975 813	993 567
Lait écrémé	1,033	474 039	556 136	451 870	494 015
Sérum acide	1,120	129 521	129 190	97 379	118 697
Perméat sérum	1,110	45 778	97 311	9 706	50 932
Perméat lait	1,100	52 307	11 157	21 506	28 323
Rétentat microfiltré	1,057	0	0	569	190
Perméat lait / Poudre de lait	1,110	0	0	212	71
Total	-	1 678 652	1 821 676	1 557 055	

Les produits fabriqués sont destinés à l'industrie alimentaire et à l'alimentation animale. Les produits en sortie usine sont donc des poudres de caséine présures, des poudres de lactosérum, des poudres de lait écrémé. Quatre types de production sont réalisés sur le site de Mayenne :

- production de caséines à base de lait écrémé : ajout de présure ou d'acide, séparation des protéines par centrifugation, récupération de la caséine, séchage de la caséine en poudre par lit fluidisé ou par attrition ;

- production de poudre de sérum (lactosérum issus de Charchigné et de Craon) : concentration et cristallisation du lactose, séchage par atomisation ;
- production de poudre de lait : traitement thermique et séchage ;
- production de poudre de protéines de sérum : séchage par buse.

Les quantités de produits finis de la Société Laitière de Mayenne lors de ces 3 dernières années (2017, 2018, 2019) sont les suivantes :

		Quantité (en t)				
Produits finis		2017	2018	2019	Moyenne	Total
Poudre	Lactosérum doux	49 586	52 917	49 951	51 434	87 822
	Caséine présure fine mesh	8 361	9 314	8 280	8 652	
	Lactosérum doux nanofiltré	7 934	7 084	7 068	7 076	
	Lactosérum acide	7 000	6 921	5 225	6 073	
	Caséine présure	3 116	4 251	3 450	3 606	
	Poudre 0 % humaine	1 571	4 188	1 376	2 782	
	Perméat de sérum	2 352	4 982	493	2 738	
	Caséine acide attrition	2 850	2 675	2 455	2 660	
	Poudre de perméat	2 620	572	1 105	1 432	
	wpc/wpi (protéine sérique issu de filtration)	14	524	995	511	
	Caséine acide	601	565	308	491	
	Caséinate	886	0	0	295	
	Poudre caramélisée	185	0	0	62	
	Poudre de rétentat	0	0	27	9	
	Prolacta	0	0	3	1	

I.2 - SITUATION ADMINISTRATIVE

Au titre de la réglementation sur les installations classées, cette société a été autorisée par les actes administratifs suivants :

- Arrêté préfectoral d'autorisation du 16 novembre 2001 autorisant la Société Laitière de Mayenne dont le siège social est situé ZI du Terras à Mayenne à poursuivre après régularisation et extension l'exploitation de ses installations situées à la même adresse et à utiliser des graisses animales comme combustibles ;
- Arrêté préfectoral complémentaire du 28 avril 2008 fixant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n°2001-P-1935 du 16 novembre 2001 (épandage) ;
- Arrêté préfectoral complémentaire du 31 décembre 2009 fixant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n°2001-P-1935 du 16 novembre 2001 (RSDE) ;
- Arrêté préfectoral complémentaire du 21 novembre 2017 fixant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n°2001-P-1935 du 16 novembre 2001 (Eau) ;
- Arrêté préfectoral complémentaire du 24 janvier 2020 prescrivant la réalisation d'une étude technico-économique relative aux prélèvements et consommations d'eau et aux moyens de réduction pour la prévention du risque sécheresse à la société Laitière de Mayenne, située rue du Terras à Mayenne ;
- Arrêté préfectoral complémentaire du 09 juillet 2020 fixant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n°2001-P-1935 du 16 novembre 2001 (Tableau de nomenclature) ;
- Arrêté préfectoral complémentaire du 12 juillet 2021 fixant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n°2001-P-1935 du 16 novembre 2001 (Eau).

La situation des installations au titre des rubriques des installations classées pour la protection de l'environnement, tel que prévu à l'article L. 512-7 du Code de l'environnement et présenté dans le dossier de réexamen, est reprise dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Désignation de la rubrique	Références réglementaires	Éléments caractéristiques	Régime
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	Arrêté Préfectoral modifié du 16/11/2001	<p>Chaudière C1 fonctionnant au gaz naturel d'une puissance thermique de 19,57 MW</p> <p>Chaudière C2 fonctionnant au gaz naturel d'une puissance thermique de 19,57 MW</p> <p>Chaudière air chaud C3 fonctionnant au gaz naturel d'une puissance thermique de 7,31 MW</p> <p>Groupe électrogène GE1 d'une puissance de 4 MW</p> <p>Groupe électrogène GE2 d'une puissance de 4 MW</p> <p>Groupe électrogène GE3 d'une puissance de 4 MW</p> <p>Groupe électrogène GE4 d'une puissance de 3,65 MW</p> <p>Groupe électrogène GE5 d'une puissance de 3,39 MW</p> <p>Soit une puissance thermique totale de 65,49 MW</p>	A
3642-3	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : Matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour	Arrêté Préfectoral modifié du 16/11/2001	Tonnage de produits finis par jour : 548 t/j	A

Rubrique	Désignation de la rubrique	Références réglementaires	Éléments caractéristiques	Régime
2921	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de)	Arrêté Préfectoral modifié du 16/11/2001	TAR n°2 HAMON : 1 448 kW TAR n°3 HAMON : 1 448 kW TAR n°4 HAMON : 1 448 kW TAR n°5 HAMON : 1 448 kW TAR n°6 BALTIMORE : 2 640 kW TAR n°7 BALTIMORE : 2 640 kW TAR n°8 BALTIMORE : 2 640 kW Soit une puissance thermique maximale évacuée de 13 712 kW	E
4734-2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution 2. Pour les autres stockages :	Arrêté Préfectoral modifié du 16/11/2001	Cuves ariennes de Fioul Domestique : 100 et 80 m ³ , soit 151,2 t Cuve de gasoil de 50 m ³ , soit 42 t Soit un tonnage total de 193,2 t	D
1435-3	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.	Arrêté Préfectoral modifié du 16/11/2001	1 416 m ³ /an	D
1510	Entrepôts couverts	Arrêté Préfectoral modifié du 16/11/2001	31 180 m ³	D ⁽¹⁾
1530	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	Arrêté Préfectoral modifié du 16/11/2001	1 570 m ³	D ⁽¹⁾
1532	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	Arrêté Préfectoral modifié du 16/11/2001	1 100 m ³	D ⁽¹⁾

Rubrique	Désignation de la rubrique	Références réglementaires	Éléments caractéristiques	Régime
2662	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de). Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 100 m3 mais inférieur à 1 000 m3	Arrêté Préfectoral modifié du 16/11/2001	600 m ³	D ⁽¹⁾
4735-1	Ammoniac	Arrêté Préfectoral modifié du 16/11/2001	Quantité totale utilisée : 1 350 kg	D

* A = Autorisation, E = Enregistrement, D = Déclaration

⁽¹⁾ Classement sous cette rubrique (ainsi que 2662, 2663, 1530 et 1532) susceptible d'évoluer suite à la modification des règles de classement avec la parution de l'arrêté du 24/09/2020. A ce titre, la Société Laitière de Mayenne a sollicité, par courrier du 14/10/2021, le bénéfice des droits acquis en application de l'article L. 513-1 du Code de l'Environnement. L'examen de cette demande sera effectué au cours de l'année 2022 et les suites seront proposées à Monsieur le Préfet de la Mayenne.

La situation des installations au titre des rubriques des Installations, Ouvrages, Travaux et Activités tel que prévu à l'article R.214-1 du Code de l'environnement est reprise dans le tableau ci-dessous.

N° Rubrique de la nomenclature	Installations et activités concernées	Références	Éléments caractéristiques	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Arrêté Préfectoral modifié du 16/11/2001	8,4327 ha	D
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant supérieur à 10 000 m ³ /an mais inférieur à 200 000 m ³ /an	Arrêté Préfectoral modifié du 16/11/2001	29 200 m ³ /an Débit maximum de 5 m ³ /h et 80 m ³ /j	D
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Arrêté Préfectoral modifié du 16/11/2001	Exploitation d'un forage 5 piézomètres (installés en 2018)	D

D = Déclaration

NOTA : Depuis la transmission du dossier de réexamen le 1^{er} décembre 2020, la Société Laitière de Mayenne a communiqué aux services de la Préfecture de la Mayenne les courriers, études et dossiers suivants pour lesquels des suites seront prochainement proposées par l'inspection des installations classées au sein d'un autre rapport :

- Courrier du 22 juillet 2021 relatif à la transmission d'une demande de bénéfice des droits acquis au titre de l'article L. 513-1 du Code de l'environnement pour la rubrique 4130-2 de la nomenclature des ICPE (Bordereau du 26/07/2021) ;
- Courrier du 12 octobre 2021 relatif à la transmission d'une demande de bénéfice des droits acquis au titre de l'article L. 513-1 du Code de l'environnement pour la rubrique 1510 de la nomenclature des ICPE (Bordereau du 19/10/2021) ;
- L'étude technico-économique de réduction de la consommation en eau imposée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 janvier 2020 et transmise le 10 mai 2022 (Bordereau du 07 juin 2022);
- Courrier du 05 juillet 2022 relatif à une demande de prise en compte du brûleur veine d'air d'une puissance thermique de 7,08 MW au titre de la rubrique 3110 ;
- Dossier de porter à connaissance du 13 juillet 2022 relatif à la cessation d'activité pour le stockage de fioul lourd (Bordereau du 13/07/2022) ;
- Dossier de porter à connaissance du 25 octobre 2022 relatif à la démolition d'un hangar de stockage, la création d'un auvent pour une aire de dépotage, la création d'un auvent pour une aire de lavage, la régularisation d'un sas d'entrée et la mise à jour du classement ICPE/IOTA (Bordereau du 02/11/2022) ;
- Dossier de porter à connaissance du 24 février 2023 relatif au projet de déplacement d'un bureau préfabriqué sur la parcelle, la création d'un local technique de stockage, le déplacement d'une installation de distribution de carburant et la construction et l'exploitation d'une chaufferie fonctionnant à la biomasse (Bordereau du 27/02/2023). Ce dossier a été complété le 04 décembre 2023 suite à la demande de compléments formulée par l'inspection des installations classées le 14 septembre 2023 ;
- Dossier de porter à connaissance du 1^{er} juin 2023 relatif à la création d'un local « Nettoyage en Place (NEP) » (Bordereau du 01/06/2023) ;
- Dossier de porter à connaissance du 03 février 2025 relatif à la création d'un nouveau local de conditionnement (Bordereau du 03/02/2025).

L'issue de l'examen de ces courriers, études et dossiers est susceptible d'aboutir à une proposition d'arrêté préfectoral complémentaire actualisant notamment le tableau de nomenclature des ICPE/IOTA.

I.3 - Périmètre IED et BREF applicables

Le périmètre d'application de la section 8 du code de l'environnement qui transpose la directive IED, a été défini, conformément à l'article R. 515-58, par l'exploitant comme suit :

- Les installations relevant de la rubrique 3642 : Procédé alimentaire.
- Les installations connexes aux installations IED : Non listées par l'exploitant
- Les installations exclues du périmètre IED : le laboratoire, l'atelier de maintenance, les locaux administratifs, les locaux sociaux, la station-service et les groupes électrogènes.

Commentaires de l'inspection : L'exploitant souhaite exclure le laboratoire, l'atelier de maintenance, la station service et les groupes électrogènes au périmètre IED. Ces exclusions ne sont pas justifiées et doivent être intégrées au périmètre IED car considérées comme « connexes ».

En conséquence, l'établissement est visé par les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles et les documents BREFs (Best Reference Documents) sectoriels suivants qui lui sont opposables :

- BREF FDM (Food Drink and Milk), BREF principal, paru en décembre 2019 : ce BREF a été retenu par l'exploitant.
- BREFs secondaires :
 - BREF LCP (Large Combustion Plants), paru en juillet 2017, qui concerne les grandes installations de combustion : ce BREF n'a pas été pris en compte par l'exploitant car l'exploitant mentionne dans son dossier que la puissance totale des installations est inférieure à 50 MW. Selon l'exploitant, le BREF LCP est applicable aux sites classés sous la rubrique 3110 et dont la puissance thermique nominale installée est supérieure à 50 MW lorsque les appareils de combustion d'une puissance inférieure à 15 MW sont retranchées.

Commentaires de l'inspection :

Le « *Guide -Rédaction d'un dossier de réexamen – Installations de combustion* » décrit le champ d'application des conclusions européennes sur les meilleures techniques disponibles du BREF LCP. Le paragraphe 1.3.2.b du guide de « *rédaction d'un dossier de réexamen Installations de combustion* » mentionne que « *le BREF LCP est applicable aux appareils de combustion de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 15 MW inclus dans des installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW* ». La Société Laitière de Mayenne exploite une installation de combustion dont la puissance thermique totale ne dépasse pas 50 MW lorsqu'on retranche les puissances des appareils de puissance inférieure à 15 MW. Néanmoins, le dernier paragraphe du point 1.3.2.c précise que « *Pour les appareils de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 15 MW, compris dans une installation de combustion de puissance inférieure à 50 MW, exploités dans un établissement classé au titre de la rubrique 3110, il est demandé à l'exploitant de fournir les éléments de comparaison aux MTD et de présenter les niveaux d'émission des appareils. En revanche, les NEA-MTD ne sont pas applicables* », ce qui est le cas pour la Société Laitière de Mayenne.

- BREF WT (Waste Treatment), paru en août 2018, qui concerne le traitement des déchets. Il est en lien avec le respect des MTD 2.V et 22 du BREF FDM et n'a pas été pris en compte.

Ainsi que par les documents BREFs transversaux suivants pour identifier les MTD applicables pour ces installations :

- Emissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac (EFS), paru en juillet 2006
L'exploitant indique avoir recensé les substances et mélanges dangereux de son établissement. L'exploitant précise que les stockages des produits liquides et gazeux sont conformes aux arrêtés ministériels particulièrement l'arrêté du 4 octobre 2010 qui demande, entre autres, des rétentions et un plan d'inspection ou de surveillance des installations. C'est pourquoi, ce BREF n'est pas pris en compte par le site.
- Efficacité énergétique (ENE), paru en février 2009 : non pris en compte par l'exploitant
Le respect de ce BREF est en lien avec le respect des MTD 6 et 21 du BREF FDM.
- Systèmes de refroidissement industriel (ICS), paru en décembre 2001

L'exploitant précise que l'ensemble des thématiques de ce BREF transversal est traité dans le cadre du BREF FDM, excepté celle relative au choix de l'installation dans le cas d'une nouvelle installation. Dans ce contexte, ce BREF sera retenu par l'exploitant en cas de mise en place d'une nouvelle installation. Ce BREF est applicable au site mais non pris en compte pour les installations existantes car l'exploitant considère que ses systèmes de refroidissement sont couverts par le BREF FDM (MTD 6, 7, 9 et 21 du BREF FDM).

II - ANALYSE DU DOSSIER DE RÉEXAMEN

Le dossier transmis est tenu de comporter les éléments prévus par l'article R. 515-72 du code de l'environnement, *a minima* :

1° Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59 (1° La description des mesures prévues pour l'application des meilleures techniques disponibles prévue à l'article L. 515-28 : sites IED doivent être exploités en appliquant les meilleures techniques disponibles et par référence aux conclusions sur ces meilleures techniques), accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68 ;

2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70. L'exploitant s'est positionné sur les 3 conditions de l'article R. 515-70 III du Code de l'environnement.

Conformément au Guide pour la simplification du réexamen de décembre 2020, pour les cas simples, le contenu du dossier de réexamen est complété par :

- La définition du périmètre IED et la liste des BREF pris en compte ;
- le positionnement par rapport aux MTD. On y retrouvera notamment :
 - (i) La liste explicite des MTD déjà mises en œuvre, avec la mention des techniques mises en œuvre ;
 - (ii) La liste explicite des MTD (avec mention des techniques) que l'exploitant prévoit de mettre en œuvre dans le délai de conformité applicable, et les modifications ainsi engendrées ;
 - (iii) Les justifications à l'appui des MTD non prises en compte car non pertinentes pour l'installation ;
 - (iv) Le positionnement du niveau actuel des émissions par rapport aux NEA-MTD et des autres performances par rapport aux NPEA-MTD le cas échéant, précisant les valeurs que l'exploitant s'engage à respecter dans le délai de conformité applicable.

L'inspection souligne :

- sur le point III a) de l'article R. 515-70 : l'exploitant indique qu'il est dans l'attente des conclusions de l'étude technico-économique relative aux prélèvements pour se positionner.

L'inspection considère que l'impact des mesures de réduction des consommations d'eau qui seraient prises à l'issue de l'ETE seront traitées à travers un porter à connaissance le cas échéant si nécessité de réviser les valeurs limites.

- sur le point III b) de l'article R. 515-70 : l'exploitant indique que ce point ne justifie pas de révision de l'arrêté d'autorisation.
- sur le point III c) de l'article R. 515-70 (NQE) : l'exploitant indique qu'un dossier cas par cas relatif à la mise à jour des normes de rejets a été transmis le 10 mai 2022 à l'inspection afin de permettre au site de se positionner sur ce point.

Le dossier cité par l'exploitant et transmis en Préfecture de la Mayenne correspond à l'étude technico-économique relative aux prélèvements. L'exploitant ne mentionne pas la nécessité de respecter une NQE, nouvelle ou révisée, pour l'exploitation de son site.

Commentaires de l'inspection :

Le dossier déposé comporte l'ensemble des éléments prévus par l'article R. 515-70 et peut être estimé complet.

Rapport de base

Un rapport de base rédigé conformément aux recommandations du guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base d'octobre 2014 est joint en annexe du dossier de réexamen.

Des investigations de terrain se sont déroulées en 2018. Vingt-trois sondages de sols ont été réalisés jusqu'à 2 m de profondeur, à proximité des infrastructures anciennes et actuelles accessibles. Cinq piézomètres ont été mis en place le 26 au 30 novembre 2018 au droit du site. Une campagne de prélèvement de ces ouvrages a été effectuée le 04 décembre 2018. Les investigations ont permis de mettre en évidence un sens d'écoulement local des eaux souterraines orienté vers l'Est/Nord-Est.

Les résultats d'analyses sur les sols et les eaux souterraines ont permis d'établir un état des lieux représentatif de ces milieux, au droit du périmètre IED à la date de réalisation du rapport de base.

Un impact par de la soude, au droit de la NEP2 et de AD1 a occasionné l'apparition de sodium dans les sols, associé pour S17-1, à des anomalies en métaux sur lixiviat et à un pH basique. Ces impacts sont localisés et ne sont pas caractéristiques d'une pollution concentrée. La mise à jour du schéma conceptuel a permis de mettre en évidence l'absence de risques sanitaires :

- Pour les usagers du site, sur l'emprise du périmètre IED ;
- Pour les usagers, hors du périmètre IED et la population hors site.

Demande de dérogation

Le dossier de réexamen transmis par l'exploitant ne comporte pas de demande de dérogation au sens de l'article R. 515-68 du Code de l'Environnement.

II.1 - Situation de l'établissement vis-à-vis du BREF FDM

Les MTD applicables déjà mises en œuvre et celles prévues avec délai pour les principaux enjeux du site (émissions air, eau, conso NRJ ...) en lien avec le réexamen IED, sont synthétisées ci-dessous.

MTD 1 : Système de management environnemental (AMPG 3642 – II-5)

La MTD consiste à mettre en place et à appliquer un système de management environnemental (SME) présentant un certain nombre de caractéristiques.

A ce jour, le site n'est pas certifié ISO 14 001. L'exploitant s'engage à être certifié ISO14001 d'ici décembre 2023.

MTD 2 : Établir et mettre à jour dans le cadre du SME un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux (AMPG 3642 II-6)

Les données de suivi des consommations d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux sont présentées dans le chapitre « Présentation de l'établissement ».

MTD 3 : Surveillance des principaux paramètres de procédé des émissions dans l'eau (AMPG 3642 II-7.2)

La MTD consiste à surveiller les principaux paramètres de procédé (par exemple, surveillance continue du débit des effluents aqueux) à certains points clés (par exemple, à l'entrée et/ou à la sortie de la station de traitement).

L'exploitant indique qu'il réalise, concernant le débit des effluents de sa station d'épuration, une auto-surveillance continue en entrée et en sortie. Le paramètre DCO fait l'objet d'une surveillance journalière en entrée et en sortie de la station d'épuration.

MTD 4 : Surveillance des émissions dans l'eau aux fréquences indiquées et conformément aux normes EN (AMPG 3642 II-7.2)

Substance	Positionnement de l'exploitant dans son dossier	Fréquence définie par l'AP modifié du 16/11/2001	Fréquence définie par l'AMPG du 27/02/2020 (MTD n°4)	Normes de la MTD n°4	Respect de l'AMPG du 27/02/2020 (MTD n°4)
DCO	Journalier	Journalière	Journalière	Pas de norme EN	OUI
Azote global	Deux fois/mois	Hebdomadaire		Plusieurs normes EN (par exemple, EN 12260, EN ISO 11905-1	Oui ⁽¹⁾
Phosphore	Hebdomadaire	Hebdomadaire		Plusieurs normes EN (par exemple, EN 6878, EN ISO 15681-1 et -2, EN ISO 11885	Oui ⁽¹⁾
MEST	Journalier	Journalier		EN 872	OUI
DBO ₅	Mensuelle	Hebdomadaire	Mensuelle	EN 1899-1	OUI
Chlorures	Mensuelle	Mensuelle		Plusieurs normes EN (par exemple, EN ISO 10304-1)	OUI

⁽¹⁾ L'exploitant s'engage à respecter les fréquences imposées par les dispositions de l'annexe II de l'AMPG du 27/02/2020 (AMPG 3642 II-7.2).

Dans son dossier, l'exploitant s'engage à ce que les analyses respectent les normes proposées dans la MTD.

MTD 5 : La MTD consiste à surveiller les émissions canalisées dans l'air au moins à la fréquence indiquée et conformément aux normes EN.

La Société Laitière de Mayenne dispose de procédés de séchage. Par conséquent, la MTD n°5 est applicable. L'exploitant est tenu de réaliser une mesure de Poussières des émissaires associés aux procédés de séchage.

Le site surveille ses émissions canalisées dans l'air au moins à la fréquence indiquée dans le BREF et conformément aux normes EN.

MTD 6 : Afin d'accroître l'efficacité énergétique, la MTD consiste à utiliser la MTD 6a et une combinaison appropriée des techniques courantes énumérées au point b). (AMPG 3642 I.8)

L'exploitant a indiqué appliquer la MTD 6a et au moins 2 techniques courantes de la MTD6b.

MTD 7 : Afin de réduire la consommation d'eau et le volume des effluents aqueux rejetés, la MTD consiste à recourir à la MTD 7a et à une ou plusieurs des techniques indiquées aux points b). à k) (AMPG 3642 I.9)

L'exploitant a indiqué appliquer la MTD 7a et au moins 1 technique des points b) à k).

Concernant la comparaison aux niveaux indicatifs de performance environnementale (tableau 9), l'exploitant précise que le produit principal est la poudre. Ainsi la comparaison aux niveaux indicatifs de performance environnementale pour les rejets d'effluents aqueux spécifiques est applicable.

Le rejet d'effluent aqueux spécifique pour les années 2017, 2018 et 2019 a été calculé, à savoir respectivement 0,2, 0,23 et 0,27 m³/tonne de matières premières. Ces valeurs sont inférieures à la fourchette renseignée pour les installations de production de poudre (1,2-2,7 m³/tonne de matières premières).

MTD 8 : Afin d'éviter ou de réduire l'utilisation de substances dangereuses, par exemple pour le nettoyage et la désinfection, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques : quatre techniques a à d.

L'exploitant a indiqué appliquer les MTD 8a, b, c et d.

MTD 9 : Il s'agit au travers de cette MTD d'éviter les émissions de substances appauvrissant la couche d'ozone et de substances à fort potentiel de réchauffement planétaire.

L'exploitant précise qu'il dispose des équipements frigorifiques suivants :

Nom de l'installation	Fluide frigorigène	ODP	GWP	Quantité en tonnes	T eq CO ₂
TRANE 1	R22	0,055	1 760	0,116	204,2
TRANE 2	R22	0,055	1 760	0,116	204,2
TRANE 3	R22	0,055	1 760	0,232	408,3
TRANE 4	R134a	0	1300	0,397	516,1
TRANE 5	R134a	0	1 300	0,279	362,7
TRANE 6	R134a	0	1 300	0,195	253,5
Chambre froide présure (F7)	R404A	0	3 940	0,0035	13,8
Climatisation local BT caséine (F8)	R22	0,055	1 760	0,0114	20,1

En application du BREF FDM et des dispositions de l'AMPG du 27/02/2020, les installations frigorifiques, hors CO₂, ammoniac et eau, pourront continuer à fonctionner après le 04/12/2023 sous réserve d'un ODP (Ozone Depletion Potential) = 0 et d'un PRP (Potentiel de Réchauffement Planétaire) inférieur à 2500.

Selon l'exploitant, les installations ci-dessous ne sont donc pas conformes à la MTD9 et l'exploitant s'engage à les faire évoluer conformément à la réglementation F-GAS et à la MTD9.

Nom de l'installation	Fluide frigorigène	ODP	GWP	Quantité en tonnes	T eq CO ₂
TRANE 1	R22	0,055	1 760	0,116	204,2
TRANE 2	R22	0,055	1 760	0,116	204,2
TRANE 3	R22	0,055	1 760	0,232	408,3
Climatisation local BT caséine (F8)	R22	0,055	1 760	0,0114	20,1

Toutefois, l'équipement « Chambre Froide Présure » a été omis. Celui-ci utilise un fluide frigorigène ayant un GWP supérieur à 2500 et ne pourra donc plus être utilisé après le 04 décembre 2023. Dans ses compléments déposés le 13/10/2022, l'exploitant s'engage à se conformer à cette MTD également pour cet équipement.

MTD 10 : Cette MTD vise à utiliser plus efficacement les ressources en appliquant une ou plusieurs des techniques a) à f).

L'exploitant indique utiliser la technique b).

MTD 11 : Afin d'éviter les émissions non maîtrisées dans l'eau, la MTD consiste à prévoir une capacité appropriée de stockage tampon des effluents aqueux.

L'Arrêté Ministériel de Prescriptions Générales demande à ce que le site dispose d'une rétention appropriée de stockage tampon des effluents aqueux. L'exploitant indique qu'un bassin tampon de 1 000 m³ est capable d'accueillir les effluents aqueux avant refoulement vers un bassin de confinement de 1 500 m³ si nécessaire.

MTD 12 : Afin de réduire les émissions dans l'eau, la MTD consiste à recourir à une combinaison appropriée des techniques indiquées a) à m).

L'exploitant dispose de sa propre station d'épuration. Les effluents font l'objet d'une homogénéisation dans un bassin tampon en tête de filière, d'une neutralisation et d'un traitement biologique par boues activées. L'exploitant indique utiliser les techniques a), b), c), d), e), h), i), j), k) et l).

Les informations suivantes sont présentées dans le dossier actualisé.

Paramètres	NEA-MTD (moyenne journalière)	VLE de l'AP modifié du 16/11/2001	Concentration Percentile 90 - 2017	Concentration Percentile 90 - 2018	Concentration Percentile 90 - 2019
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	25-100 mg/l < 125 mg/l pour les laiteries	53 mg/l	44 mg/l	49,6 mg/l	30 mg/l
Matières en suspension totales (MEST)	4-50 mg/l	16,5 mg/l	11 mg/l	13 mg/l	13,4 mg/l
Azote total (NT)	2 - 20 mg/l < 30 mg/l si rendement de la station > à 80 %	9,4 mg/l	5 mg/l	12,3 mg/l	10,2 mg/l
Phosphore total (PT)	0,2 – 2 mg/l < 4 mg/l pour les laiteries	0,65 mg/l	2,8 mg/l	4,5 mg/l	1,8 mg/l

Les valeurs de Percentile 90 respectent les NEA-MTD et les VLE définies par l'arrêté modifié du 16/11/2001. Concernant le respect des paramètres Phosphore total et NGL, une extraction de la base de données GIDAF (télédéclaration des données d'auto-surveillance) sur l'année 2024 a été réalisée. L'exploitation des résultats d'auto-surveillance met en évidence :

- un percentile 90 égal à 0,63 mg/l pour le paramètre Phosphore total, valeur respectant la NEA-MTD et la VLE définies par l'arrêté modifié du 16/11/2001.
- un percentile 90 égal à 6,7 mg/l pour le paramètre NGL, valeur respectant la NEA-MTD et la VLE définies par l'arrêté modifié du 16/11/2001.

MTD 13 : Plan de gestion des nuisances sonores

La MTD 13 n'est applicable que dans les cas où une nuisance sonore est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles. L'exploitant s'est engagé à maintenir son programme de surveillance de ses émissions sonores tel que défini dans son arrêté préfectoral.

MTD 14 : Cette MTD correspond à l'application d'une ou plusieurs techniques a) à e) visant à éviter ou réduire les nuisances sonores.

L'exploitant a indiqué que les mesures opérationnelles (b) (c) (d) et (e) sont mises en œuvre sur le site.

MTD 15 : Plan de gestion des odeurs

La MTD 15 n'est applicable que dans les cas où une nuisance olfactive est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles. L'exploitant indique que la source d'odeur du site est la zone déchets. Aucune plainte concernant les émissions odorantes n'a été enregistrée.

MTD 21 : Efficacité énergétique

Afin d'accroître l'efficacité énergétique, la MTD consiste à appliquer une combinaison appropriée des techniques spécifiées dans la MTD 6 et des techniques contenues dans la MTD .

L'exploitant emploie la technique f) de la MTD 21.

La consommation d'énergie spécifique pour les années 2017, 2018 et 2019 a été calculée, à respectivement savoir 0,09 – 0,1 et 0,0,9 MWh/tonne de matières premières. Ces valeurs sont inférieures à la fourchette renseignée pour les installations de production de poudres (0,2-0,5 Mwh/tonne de matières premières).

MTD 22 : Afin de réduire la quantité de déchets, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques contenues dans la MTD

L'exploitant a indiqué appliquer la technique e).

MTD 23 : Afin de réduire les émissions atmosphériques canalisées de poussière résultant du séchage, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques contenues dans la MTD

Sur le site de Mayenne, les techniques d'épuration des rejets atmosphériques sont présentées dans le tableau suivant.

Techniques utilisées		Descriptif
a	Filtre à manche	Tour de séchage n°1(aval chambre et aval filtre), n°2 (aval chambre et aval filtre) et n°3. Attriteur n°1 et n°2. Lit fluidisé
b	Cyclone	Cyclone humide

Les résultats d'analyse présentés dans le dossier de réexamen mettent en évidence le respect des NEA-MTD applicables et définis à la MTD23, à savoir une teneur en poussières comprise entre 2 et 10 mg/Nm³, excepté pour le séchage du lactosérum en poudre déminéralisé, de la caséine et du lactose pour lequel la valeur haute de la fourchette est de 20 mg/Nm³. Toutefois, l'exploitant devra s'assurer, lors des mesures, que la valeur moyenne soit bien réalisée sur la base de trois mesures consécutives d'au moins 30 minutes chacune.

II.2 - Demande de dérogation

L'exploitant n'a pas sollicité de demande de dérogation.

III - CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Le dossier de réexamen déposé le 30 novembre 2020 et complété les 20 octobre 2022 est complet et conforme à l'article R. 515-72 du Code de l'environnement.

Compte tenu de la situation de l'établissement, des prescriptions techniques d'ores et déjà imposées et des engagements en termes de mise en œuvre des MTD applicables, ce rapport conclut à l'absence de nécessité d'actualiser les dispositions des arrêtés préfectoraux en vigueur pour la Société Laitière de Mayenne à Mayenne.

Toutefois, comme rappelé dans le présent rapport, des demandes de modification des conditions d'exploitation ont été déposées et sont en cours d'instruction. L'issue de l'examen de ces demandes est susceptible d'aboutir à une proposition d'arrêté préfectoral complémentaire.

Sur la base de l'examen réalisé, l'inspection des installations classées propose à Mme la Préfète de la Mayenne d'indiquer à l'exploitant par courrier :

- conformément à l'article R. 515-73 du Code de l'environnement, de l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions des arrêtés préfectoraux en vigueur. Les Valeurs Limites d'Émission définies à l'article 24.3 de l'arrêté préfectoral modifié du 16 novembre 2001 restent applicables car celles-ci sont jugées compatibles ;
- qu'il convient d'appliquer l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement à partir du 4 décembre 2023 ;
- qu'il est tenu de mettre en œuvre les dispositions les plus contraignantes entre l'arrêté ministériel pré-cité et l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié du 16 novembre 2001 ;
- que le laboratoire, l'atelier de maintenance, la station service et les groupes électrogènes sont intégrés au périmètre IED car considérés comme installations « connexes » par l'inspection des installations classées. En effet, ces installations répondent aux critères du guide IED : « installations ou équipements :s'y rapportant

directement ; exploités sur le même site ; liés techniquement à ces installations ; et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution ». L'existence d'une connexion technique (exemple par tuyauterie, convoyage, etc.) entre une installation et l'installation 3000 n'est pas déterminante pour définir cette première installation comme connexe. Il suffit que l'installation soit liée à la finalité du procédé et aux flux de matières. » ;

- que le BREF LCP n'est pas, à ce jour, applicable à l'établissement à la lecture du paragraphe 1.3.2.b du « Guide – Rédaction d'un dossier de réexamen – Installations de combustion » de septembre 2017 (Champ d'application). Néanmoins, il convient, à la lecture du dernier paragraphe du point 1.3.2.c de ce même guide, de fournir les éléments de comparaison aux MTD et de présenter les niveaux d'émission des appareils de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 15 MW (NOTA : les NEA-MTD ne sont pas applicables). Ces éléments de comparaison sont à transmettre à l'inspection des installations classées sous un délai de trois mois ;
- de rappeler à l'exploitant qu'il sera tenu, lors de la cessation d'activité de son établissement, de remettre en état son site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base (SER17219/IED-2 – Juillet 2020), en tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées ;
- que les demandes de modification des conditions d'exploitation déposées sont en cours d'instruction et que l'issue de l'examen de ces demandes est susceptible d'aboutir à une proposition d'arrêté préfectoral complémentaire.